

**Yves De Wasseige
et Nicolas Bárdos-Féltoronyi**

Livre

L'économie politique : discussion à deux voix

Le dernier ouvrage d'Yves de Wasseige, L'économie politique, est discuté à partir de deux optiques différentes. Le débat se noue autour de la place dominante accordée aux échanges marchands, de la définition du marché, du rôle de l'économie sociale, du sens du capitalisme et de son évolution, de l'importance du néolibéralisme et de celle des théories économiques hétérodoxes.

« vision économique » de la réalité, mais laisse « davantage d'ouverture aux choix politiques dans l'explication des phénomènes économiques... »

Nicolas Bárdos-Féltoronyi: Yves de Wasseige relève le défi de revisiter ses *Mécanismes de l'économie* pour en faire un tout nouvel ouvrage intitulé de façon significative *L'économie politique*¹. Les *Mécanismes* sont devenus une véritable institution en Belgique francophone. Depuis sa première édition en 1969, ils ont permis à des dizaines de milliers de personnes de s'initier à l'économie. Le nouvel ouvrage développe toujours une

Les schémas, progressivement enrichis et amplifiés, illustrent les mécanismes expliqués pas à pas. Des exemples concrets permettent de relier entre elles théorie et réalité afin que l'auto-apprentissage soit possible. Tout au long des rééditions du livre d'Yves de Wasseige, ces caractéristiques sont des *constantes pédagogiques heureuses*. C'est une excellente manière de « populariser » des connaissances économiques et de favoriser leur acquisition.

¹ Publié conjointement par Couleurs livres à Charleroi et Chronique sociale à Lyon, dans la série « Comprendre ».

Yves de Wasseige: J'ai délibérément laissé de côté ce qui est relatif à l'emploi, au chômage, aux salaires, à la répartition des revenus, car j'ai l'intention d'aborder ces questions dans un prochain ouvrage. Je ne voulais, en effet, pas diluer les questions importantes du « marché du travail » actuel dans l'ensemble de l'ouvrage au risque qu'elles n'apparaissent pas clairement ou qu'elles submergent le reste.

Premièrement, le livre sépare clairement, dans des parties différentes et identifiées, ce qui relève des définitions (marché, monnaie, production, inflation, exportation, valeur ajoutée, etc.) et des explications: les théories économiques avec leurs critiques, en particulier la critique de l'explication néoclassique. Ensuite, l'approche des explications — la théorie — est politique au sens large du terme, c'est-à-dire liée à la société elle-même et donc, par nature, non mécanique ou mécaniciste. Enfin, la méthode ou la pédagogie est progressive, car on ne peut acquérir une connaissance nouvelle que si on peut la raccrocher à une expérience ou à une connaissance déjà acquise.

Cette démarche pédagogique est souvent ignorée dans beaucoup d'ouvrages qui supposent connues des notions qui ne seront explicitées qu'ultérieurement. Cette approche, déjà présente dans les *Mécanismes* se retrouve ici, mais dans une présentation et une succession différentes des notions abordées parce que l'expérience et le vécu du public ne sont plus ceux d'il y a vingt ou même trente ans. En lui-même l'ouvrage est « militant », il prend clairement position sur les théo-

ries présentées. Certes, la reprise, notamment du circuit économique, peut donner l'impression au lecteur qui a utilisé les *Mécanismes* qu'il s'agit d'une édition actualisée, mais l'actuel outil présente l'avantage de situer les principaux acteurs économiques, politiques ou financiers ainsi que les relations entre eux.

La pédagogie du livre est une découverte progressive comme chacun le fait presque naturellement quand il découvre une ville, un monument, une cathédrale: d'abord, une vue panoramique générale, ensuite un parcours permettant de découvrir et de situer les divers composants des uns par rapport aux autres, enfin des examens en détail de certains aspects. Je qualifie cette manière de faire de « spirale », puisqu'à chaque tour de la spirale, une même chose est vue en tenant compte des autres vues entre-temps. Cette approche s'oppose à une découverte linéaire dans laquelle les éléments ne sont appréhendés qu'une seule fois.

Enfin, le livre se veut une première initiation à l'économie. Ce n'est pas un ouvrage universitaire de troisième cycle. Il n'est, donc, pas une histoire des théories économiques. Contrairement à beaucoup de manuels d'économie, même universitaires, cet ouvrage parle de Polanyi, de Schumpeter ou de Galbraith, de Marx, de Walras, Arrow ou Debreu. Quels sont les manuels d'économie qui les abordent? Je crois avoir ouvert des portes en citant ces auteurs et d'autres d'ailleurs.

N. B.-F.: Il est frappant de constater que l'économie est surtout interprétée suivant les classiques du libéralisme. Cette

manière très spécifique de saisir et de comprendre l'économie occupe plus des quatre cinquièmes du texte. Je m'étonne du peu de place réservé aux théories marxiste, « socioéconomiste » et régulationniste. Pourquoi le « courant dominant » basé sur « l'individualisme méthodologique » serait-il « un point de passage obligé » pour aborder des questions économiques ? Comment peut-on fonder cette option du point de vue de la démarche théorique ?

Y. de W. : J'avoue ne pas bien comprendre votre point de vue. Dans la présentation en tête du livre, j'explique pourquoi il faut présenter la théorie néoclassique : parce qu'elle est dominante. Si on ne la comprend pas, y compris la critique qui en est faite, il n'est pas possible de comprendre les déclarations politiques, les discours des organisations professionnelles patronales, la politique des institutions internationales comme l'OCDE, l'Union européenne, le FMI, l'OMC, etc. On ne peut éviter de parler du « marché » en général parce qu'il est présent dans toutes les théories, y compris le marxisme et les socioéconomismes. Ce n'est pas, pour autant, qu'il s'agisse de la théorie néolibérale ou néoclassique.

Il est exagéré de considérer que quatre cinquièmes du livre sont consacrés à la pensée néoclassique. Les quarante premières pages sont consacrées à des définitions utilisées couramment par tous les économistes. La deuxième partie (trente pages) est relative à l'État, à la société civile et aux comptes nationaux et la troisième (trente pages) au capitalisme et aux marchés financiers. Une seule partie (la

cinquième sur un total de dix) aborde l'explication néoclassique en trente pages, dont quinze de critique. Les autres parties, au total cent-vingt pages, sont consacrées aux courants économiques dits hétérodoxes : keynésianisme, socioéconomies, marxisme, école de la régulation.

LA PLACE DU MARCHÉ

N. B.-F. : Néanmoins, la question se pose de la place accordée à la notion tout à fait factice du marché inventée au XIX^e siècle et telle qu'elle est enseignée par beaucoup d'économistes, principalement libéraux. Le marché en question n'est pas la foire traditionnelle, ni celui des « puces ». D'une part, il est confondu avec un « jeu » de l'offre et de la demande. Or le fondement de ces deux dernières notions paraît fort fragile, du moins du point de vue économique. D'autre part, la notion de marché que désigneraient les échanges de biens et services peut être considérée comme secondaire par rapport à celles de production des biens et de services ou de répartition des revenus et des fortunes.

Enfin, les achats et les ventes simultanés ou successifs ne sont que rarement en concurrence. Accorder une telle importance à l'économie dite de marché concurrentiel ne serait-il pas plus idéologique que scientifique ? Si la concurrence existait régulièrement, elle éliminerait quasi toute possibilité de profit. Or cela ne se vérifie guère, si l'on est à l'écoute des médias qui font état des performances bénéficiaires ou boursières des entreprises ou si l'on observe le capitalisme sur une longue période.

Les échanges se règlent le plus souvent par l'assujettissement des consommateurs à la localisation ou à la publicité du vendeur comme c'est le cas face aux grandes surfaces et, surtout, par des solutions « hors marché³ » comme les conventions salariales, les subventions massives aux entreprises, la corruption et l'oppression, les rapports de force des classes dominantes ou encore les « fusions et acquisitions » d'entreprises qui, régulièrement, réduisent les maigres chances d'une concurrence quelconque.

Y. de W. : Le terme « marché » ne signifie pas « concurrence », encore moins « concurrence parfaite » au sens néoclassique. On se trouve effectivement le plus souvent face à des marchés en situation de monopole ou d'oligopole (très petit nombre de vendeurs) où la puissance des vendeurs l'emporte de loin sur celle des acheteurs et où les effets de la publicité sont très présents. Mais ce n'est pas pour autant qu'on se trouverait dans une situation « sans marché ».

L'explication néoclassique part de l'hypothèse que les marchés sont toujours en concurrence parfaite, ce qui est tout à fait hors de la réalité et condamne cette théorie comme explication fondamentale. Rappelons que l'emploi et le travail ne sont pas traités dans ce livre. On peut d'ailleurs douter qu'il existe un « marché du travail », mais cela fera partie d'un ouvrage en gestation.

N. B.-F. : Vous affirmez que « l'échange marchand est, de fait, au cœur de l'économie ». Ne serait-il plus exact de dire que, pour les économistes libéraux, l'expli-

cation économique *doit* avant tout porter sur les échanges où une des contreparties correspond à la monnaie, car le profit financier ne peut se matérialiser que par la vente? Comment accepter ce présupposé de la place prioritaire de l'échange compte tenu des trois arguments suivants?

D'une part, les échanges selon les théories libérales ne peuvent s'opérer d'une façon optimale que sous des conditions tellement strictes qu'elles enlèvent toute vraisemblance aux raisonnements. Précisément, une de ces conditions consiste à supposer que la *répartition* des revenus et des fortunes soit égale pour chaque membre de la société pris en considération ou du moins qu'elle soit telle que chacun y consente librement. Or, c'est vraiment peu probable.

D'autre part, les opérations économiques pratiquées sous la *contrainte publique* (enseignement, fiscalité, entreprises publiques, défense nationale, justice, services obligatoires, etc.) équivalent au moins à un tiers de la production globale marchande (monétisée) de nos économies et ne relèvent que peu des échanges. Enfin, j'ai déjà eu l'occasion de mettre en évidence ailleurs⁴ qu'une masse d'activités économiques se réalise dans ce que l'on peut appeler l'économie sociale et solidaire : au sein de la famille, entre copains, associations, coopératives, etc. qui n'impliquent pas nécessairement d'échanges monétaires, mais de la solidarité et du bénévolat, de la réciprocité diffuse et décalée dans le temps.

³ Comme les travaux de François Perroux l'ont montré dans « Le don : sa signification, en économie », dans la revue *Diogène*, n° 6, 1954.

⁴ *L'économie sociale et solidaire – Théories et pratiques*, Couleurs livres, Charleroi, et Chronique Sociale, Lyon, dans la série « Comprendre », 2004.

ÉCHANGES MARCHANDS ET ÉCONOMIE SOCIALE

Y. de W. : Les « échanges marchands sont à la base de l'économie » et cela quels que soient les courants de pensée. Par « échange marchand », il faut entendre l'acquisition d'un bien ou d'un service en échange d'une certaine quantité de monnaie. Il faut reconnaître que c'est la situation très largement dominante dans nos sociétés. Le troc est quasi inexistant et les formules d'échanges citoyens ne représentent qu'une infime partie des échanges. Certes, il existe des productions non marchandes, c'est-à-dire qui ne passent pas par l'échange d'un bien ou d'un service contre de la monnaie; c'est le cas du travail ménager, du bricolage chez soi, de l'entraide familiale ou entre voisins, sans toutefois perdre de vue que le plus souvent les marchandises nécessaires font, elles, partie d'échanges marchands.

« Échange marchand » ne signifie pas « échange égal » et n'est pas à confondre avec le terme de « marché en concurrence ». « Échange marchand » ne présuppose pas une répartition des revenus et des fortunes qui soit égale pour chaque membre de la société. Il est vrai que la répartition des revenus et de la fortune, comme l'emploi, le chômage, ne sont délibérément pas abordés dans cet ouvrage.

Ce n'est pas parce que l'échange est à la base de l'économie que celle-ci ne concerne que l'échange. Il y a la production — et il en est largement question —, il y a la répartition des richesses dont il sera question plus tard; il y a la croissance et sa stimulation; il y a tous les aspects monétaires, etc.

Vous dites que « les opérations économiques pratiquées sous la contrainte publique [...] équivalent à au moins un tiers de la production globale marchande (monétisée) de nos économies et ne relèvent que peu des échanges ». Je crois au contraire que la plus grande partie de ces échanges est monétisée: ce sont des échanges marchands. Même si les pouvoirs publics sont un des intervenants: le salaire des enseignants, des agents des administrations, des militaires, etc. sont bien des échanges marchands, les achats de l'armée également tout comme les biens ou services fournis par des entreprises publiques comme la distribution d'eau, de gaz ou d'électricité, les sociétés de transport en commun.

Certes, la fiscalité ou la sécurité sociale (dans une moindre mesure) ne sont pas à proprement parler des échanges, mais relèvent de la répartition des revenus. Cependant, soins de santé, maisons de repos, crèches, constituent bien des échanges marchands, même si le bénéficiaire direct ne supporte pas lui-même la totalité du coût. Dans les activités associatives, une partie d'entre elles, notamment les mouvements sociaux ou culturels, les associations d'anciens combattants, d'anciens de telles écoles, un club d'échecs par exemple, n'offrent pas de produits ou de services ni à leurs membres, ni à des tiers: encore qu'elles demandent une cotisation pour participer à leurs activités. Cependant, l'économie sociale ou, selon une autre appellation l'économie solidaire, concerne bien des produits ou des services faisant partie d'échanges marchands, même si le profit est absent

de leurs motivations. Dans la définition d'une entreprise, j'ai bien repris qu'une entreprise pouvait être privée ou publique, à but lucratif ou non.

LE CAPITALISME

N. B.-F.: La troisième partie de l'ouvrage traite du capitalisme. Vous distinguez entre capitalisme sauvage, puis civilisé et à présent débridé. Le but est toujours le profit permettant l'accumulation et le mode opératoire d'exploitation demeure constamment le même. L'accumulation du capital n'a pratiquement jamais été aussi importante et constante qu'après les décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, en tout cas dans nos pays du Nord. Pendant cette période, les pays du Sud ont connu le sous-développement et la misère croissante.

Comment expliquer la succession historique de ces différentes phases du capitalisme? Le néolibéralisme et le néo-conservatisme garantissent l'appropriation individuelle, c'est-à-dire la propriété privée des capitaux, des moyens de production face aux exigences éventuelles des travailleurs, des consommateurs ou des contribuables, et face aussi à l'environnement et aux États.

Y. De W.: Le capitalisme présente toujours les mêmes traits fondamentaux d'exploitation et d'accumulation du capital par et au profit des propriétaires des capitaux. Mais il se développe dans une société donnée et, comme toute société, celle-ci évolue et se transforme par le capitalisme lui-même, mais aussi par les forces sociales et politiques qui parviennent à lui

imposer un certain encadrement. En examinant cette évolution, on peut constater des rapports différents selon les époques entre capitalisme et société. D'où les expressions de capitalisme sauvage, capitalisme civilisé et capitalisme débridé, expressions qui ne sont pas de moi mais que j'ai reprises de l'ouvrage de Jacques Nagels, professeur à l'ULB.

Mon propos n'est pas de faire une histoire du capitalisme ou une histoire économique, mais de montrer dans quelles structures fonctionne l'économie et qu'elles peuvent évoluer et évoluent sous la pression des techniques comme sous les pressions sociales.

N. B.-F.: Revenons à la macroéconomie. La sixième partie fournit l'« explication économique par la demande globale ». Elle donne l'impression de n'être pas d'inspiration libérale.

Y. De W.: Il existe une différence fondamentale: l'approche néoclassique — qu'on peut qualifier « d'inspiration libérale » — est axée uniquement sur l'offre, donc sur la production des biens et services; pour elle, la consommation, donc la demande, suivra automatiquement pour absorber tout ce qui aura été produit.

L'approche keynésienne macroéconomique est basée sur la demande; si elle est insuffisante et cela se produit, une économie peut être durablement en sous-emploi des capacités de production et de la main-d'œuvre disponible, et aucun mécanisme interne ne peut la faire quitter cet état dit d'équilibre de sous-emploi.

L'approche keynésienne donne donc toutes les raisons aux pouvoirs publics d'intervenir directement pour stimuler la demande et la réguler. Je doute que ce soit considéré, aujourd'hui, comme « d'inspiration libérale ». Certes, une politique keynésienne ne s'attaque pas au capitalisme pour le détruire, elle vise à l'encadrer, à le réguler, à le mettre au service de la société.

N. B.-F. : Présentée dans le même contexte comme phénomène monétaire, l'inflation est rarement envisagée comme une simple hausse de prix qui favorise de prime abord les vendeurs et leurs profits. La hausse des prix est d'ailleurs un phénomène historique constant et sans doute une composante significative de la croissance globale (qui est également historique) des profits.

La hausse de la masse monétaire induisant la montée des prix m'a toujours paru une explication discutable. La quantité monétaire n'augmente essentiellement que par le crédit comme vous l'expliquez bien. Mais personne n'emprunte s'il n'en a pas besoin et le taux d'intérêt est fixé antérieurement. Pensons par exemple à l'usage d'une carte de crédit à la caisse d'un magasin ou à un emprunt hypothécaire pour l'achat d'une habitation.

Y. De W. : En elle-même, une augmentation de la masse monétaire ne provoque pas une inflation. Tout dépend du rapport entre la demande et l'offre. Une inflation peut naître tout aussi bien d'une raréfaction de l'offre que d'une augmentation de la demande, l'une comme l'autre pouvant d'ailleurs être gonflées par des comportements spéculatifs. Voyez le yoyo des prix du pétrole.

C'est pourquoi la maîtrise d'une inflation doit être différente dans l'un et l'autre de ces deux cas-types. L'approche néoclassique, parce qu'elle est basée sur l'offre, considère qu'une inflation est toujours due à un excédent de monnaie voulu par les pouvoirs publics. C'est, je crois, ce qui est bien expliqué dans le livre.

Finalement, en résumé, il s'agit d'un ouvrage d'initiation visant à donner des clés pour aider à comprendre la réalité et pour permettre d'accéder à des lectures plus techniques ou plus scientifiques. Quant aux théories, à chacun de se faire sa propre opinion. ■